

« LA FUITE DES CERVEAUX N'EST PAS PRÊTE DE S'ESTOMPER »



Le CODESRIA (Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique –ndlr) célèbre ses 43 ans d'existence en ce mois de février. Aminata Diaw administrateur principal du programme Formation de cette institution revisite avec nous le CODESRIA, les enjeux de la formation en Afrique, l'équation des moyens et les perspectives. Aminata Diaw est universitaire et a enseigné pendant de nombreuses années des cours de philosophie politique au département de philosophie de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal). Elle a publié une monographie au CODESRIA « Démocratie et logiques identitaires en Afrique » et avec Esi Sutherland Addy Women writing Africa à la Feminist Press de New-York. Ses articles qui portent sur le politique en Afrique, sur la philosophie politique, sur les femmes sont publiés à L'Harmattan et aux Presses de l'Université de Laval, à Karthala et dans plusieurs revues comme Ethiopiques, la Revue sénégalaise de philosophie, Diogène, les Cahiers de philosophie politique et juridique de l'Université de Caen, les Etudes de philosophie interculturelle, Politique Africaine. Elle a été vice-présidente de la West African Research Association, secrétaire générale du Conseil sénégalais des femmes et présidente de la commission scientifique de cette même association. Elle est présidente de la sous commission Sciences humaines et sociales de la Commission nationale de Rencontres et Echanges de la Biennale des Arts de Dakar et directrice de l'animation culturelle et scientifique au Rectorat de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Aminata Diaw a été vice présidente du comité scientifique du CODESRIA.

Vous êtes à la tête du département de la formation du CODESRIA qui célèbre ses 43 ans ce mois de Février 2016. Quel est le rôle du CODESRIA dans la formation des jeunes chercheurs ?

La formation à la recherche ne faisait pas partie des missions originales du CODESRIA en 1973. C'est l'impact négatif de la crise des années 80 qu'on a appelé les *lost decades* et des politiques d'ajustement structurel imposées par les Institutions de Bretton Woods sur l'université africaine, en général, et les programmes de sciences sociales en particulier, qui a amené le CODESRIA à s'impliquer dans la formation à la recherche. Avec la dégradation de l'environnement et du contenu de la recherche, de la formation à la recherche, le CODESRIA s'est senti préoccupé au premier chef. Ce changement de contexte imposait au Conseil, pour la réalisation de sa mission originelle, de prendre en charge la question de la relève dans la communauté des chercheurs africains en sciences sociales.

Il y a eu, à partir de ce moment, un investissement de plus en plus important dans la formation à la recherche, au point que le Comité exécutif qui est l'organe de gouvernance du CODESRIA décide, par une résolution en 1996, de créer un département spécifique dédié à la formation. Voilà un peu pour l'historique.

De manière plus concrète, l'implication du CODESRIA dans la formation à la recherche qui n'est pas une substitution à ce qui se fait dans nos universités, vise deux objectifs principalement : améliorer les capacités des jeunes à la recherche, à l'écriture scientifique, à la communication scientifique ; et améliorer les capacités des enseignants à l'encadrement scientifique.

Pour atteindre ce double objectif, le CODESRIA a focalisé son action sur trois axes : la préparation de la génération émergente de chercheurs en sciences sociales, le renforcement de capacités des chercheurs seniors et le renforcement de la base institutionnelle de la recherche et la revitalisation des cultures académiques.

Pour se faire, divers mécanismes ont été progressivement mis en place : les instituts thématiques annuels (genre, gouvernance, enfance et jeunesse, justice économique, Etudes africaines et régionales en Afrique) et les ateliers méthodologiques et d'écriture scientifique. Ces mécanismes ont comme cible les jeunes chercheurs. Pour les chercheurs seniors, il y a la formation des formateurs, le programme de manuels de cours.

Je voudrais pour un dernier mot par rapport à votre question revenir sur deux, voire trois choses :

La première c'est la question de la formation doctorale. Il y a aujourd'hui au niveau global, régional et local une position politique stratégique pour la formation doctorale. Notez au passage l'ironie de l'histoire : il y a quelques décades on nous demandait de nous contenter de l'éducation de base ! Bref passons !

Le CODESRIA a initié un nouveau programme : le Programme de renforcement des formations doctorales dans les universités en Afrique. L'objectif de cette initiative est de restaurer et/ou renforcer la culture de séminaire à l'intérieur des laboratoires de recherche, des formations et écoles doctorales tout en incitant à l'utilisation des approches pluri et interdisciplinaires. Ce n'est pas un programme de plus et, pour bien le comprendre, il nous faut avoir à l'esprit le mot de Dr. Nkosazana Dlamini Zuma, Présidente de la Commission de l'Union africaine pour comprendre pourquoi ce programme est important. Elle disait que : "Training PhDs is not only about universities, it's about growing the economy. It's about innovation, and so it's very important. We must look at the role of the university sector and its contribution to the development of our continent" (La formation doctorale n'est pas seulement une affaire des universités, elle a à voir avec la croissance de l'économie. Il s'agit d'innovation et c'est très important. Nous devons regarder le rôle du secteur de l'université et sa contribution dans le développement de notre continent »).

La deuxième chose que je voudrais évoquer est la suivante : nous cherchons à faire comprendre à nos jeunes chercheurs que l'Afrique ne doit pas seulement consommer du savoir, de la connaissance ; elle doit impérativement en produire et consommer ce qu'elle produit. Il s'agit d'amener les jeunes chercheurs à prendre conscience de ce qu'est la *Bibliothèque coloniale* (the Colonial Library pour reprendre le mot de Mudimbe), ses concepts, théories et paradigmes qui montrent quelles peuvent être les connexions entre l'ordre du discours pour reprendre le titre d'un livre de Foucault et l'ordre de la domination ; il faut qu'ils puissent apprendre à en faire l'évaluation critique pour pouvoir prendre part à la production de la *Bibliothèque africaine*. Il leur faut apprendre à déconstruire la centralité intellectuelle de l'Occident avec ses paradigmes et théories qui contribuent à marginaliser l'Afrique, à masquer l'exploitation dont elle est l'objet. Comment utiliser les concepts, les théories et paradigmes pour rendre compte des réalités africaines, pour les théoriser ? Comment en Afrique relever le défi de la théorisation. Il s'agit surtout de leur faire prendre conscience que produire de la science sociale en Afrique c'est une position politique, c'est une posture idéologique. Ce dont il est question, derrière cette entreprise scientifique et épistémologique, c'est de construire une Afrique autonome, maître de son destin et de son développement. En ce sens Achille Mbembe a raison quand il dit que « Repenser l'Afrique est un projet politique, éthique, esthétique et intellectuel. Mais c'est aussi une entreprise complexe, irritante et exaltante ».

La troisième et dernière chose c'est la perspective africaine que nous proposons dans nos formations et qui constitue en un sens l'ADN du CODESRIA pour reprendre un mot qu'affectionne Ebrima Sall, Secrétaire exécutif de cette institution. La perspective panafricaine demeure la voie obligée pour construire l'autonomie de l'Afrique. Pour

s'en convaincre revenons à ce que disait Cheikh Anta Diop ou Kwame Nkrumah.

C'est la raison pour laquelle le CODESRIA cherche à travailler par-delà les barrières linguistiques et régionales. Il s'agit d'opérer un décloisonnement qui est fondamentalement épistémologique afin de pouvoir appréhender la complexité de l'Afrique par-delà sa diversité. C'est pour cette raison que lors de nos formations nous faisons de telle sorte que les jeunes chercheurs soient exposés au moins à la production scientifique anglophone et francophone des africains. Nos bibliographies ne doivent pas s'arrêter à des références comme Bourdieu, Touraine ou Finkelkraut mais doivent aussi faire place à Achille Mbembe, Cheikh Anta Diop, Mahmood Mamdani, Valentin Mudimbe, Souleymane Bachir Diagne ou Mamadou Diouf. Il nous faut aussi apprendre à penser le monde et l'Afrique avec les références africaines, avec la Bibliothèque africaine.

Que deviennent vos lauréats ou les bénéficiaires de vos subventions ?

On les retrouve dans divers domaines d'activités, dans les ONG mais surtout dans l'Enseignement supérieur et dans la recherche. Nous les retrouvons comme chercheurs seniors dans nos réseaux de recherche (groupes nationaux ou multinationaux de recherche, réseaux de recherche comparative) ou alors dans les activités de formation du CODESRIA mais cette fois ci comme personnes ressources ou directeurs scientifiques des instituts. Certains sont devenus professeurs titulaires des universités, doyens, etc. La quatrième vice présidente du Parlement africain est une ancienne lauréate des petites subventions.

Cela me permet aussi de dire que le CODESRIA a un projet de numérisation des thèses qu'il a subventionnées depuis 1988, soit 2023 thèses. Donc c'est une énorme production scientifique qui va bientôt être à la disposition de la communauté des chercheurs et de tous ceux qui s'intéressent à la recherche.

Votre organisation, le CODESRIA a été classée parmi les 3 meilleurs think tank de l'Afrique. Quelle est votre appréciation de ce rang ?

Cela fait plaisir car c'est une visibilité du CODESRIA mais c'est surtout une appréciation positive de ce que nous faisons sur le plan de la recherche, de comment la recherche que nous faisons influence les politiques. Pour une institution de recherche qui a plus quarante ans, c'est une invite à persévérer. Nous savons par ailleurs que ce ranking, comme tout ranking du reste, comporte des limites et des biais. Comme le disait fort opportunément mon collègue Ato Onoma, le ranking reflète parfaitement les inégalités telles qu'elles existent au niveau global, la plupart des Think Tank bien classés sont d'Europe ou du monde anglo-saxon. Même si nous sommes classés comme Think Tank, le CODESRIA ne perd pas de vue le fait que la recherche fondamentale reste au cœur de sa mission.

Vous êtes professeure de philosophie qui a consacré toute sa vie à l'enseignement supérieur. Etes-vous optimiste pour l'avenir de l'enseignement supérieur en Afrique en général, et au Sénégal en particulier ?

Je suis une optimiste de nature donc je vous dirai que je suis optimiste pour l'avenir de l'enseignement supérieur. Il ne s'agit pas d'un optimisme béat mais plutôt un regard lucide porté sur la situation. Je ne vais pas me focaliser sur le Sénégal car ce qui peut être dit sur notre pays peut l'être sur l'Afrique et vice-versa. C'est vrai qu'il y a beaucoup de problèmes, beaucoup de contraintes. Le profil démographique de nos sociétés fait que la demande en enseignement supérieur sera de plus en plus importante, avec des répercussions sur le plan des ressources humaines et financières, sur le plan des infrastructures, sur la qualité de l'enseignement et de la recherche. Nos années académiques sont perturbées et les revendications syndicales sont toujours

là. La fuite des cerveaux n'est pas prête de s'estomper car les meilleurs pôles académiques du Nord vont continuer encore à attirer les meilleurs universitaires du Sud. Le monde de l'Enseignement supérieur est aussi un terrain d'élection des inégalités.

Malgré tout cela je reste optimiste et ce qui rend possible l'optimisme, c'est le contexte. On est passé de «l'Afrique noire est mal partie » (René Dumont) à « Africa rising » pour reprendre les magazines *Time* et *The Economist*. Le regard sur l'Afrique a « changé » et le regard des africains sur l'Afrique doit changer. On a un contexte favorable et une conjonction d'opportunités et de possibilités. Mais pour que tout cela devienne effectif, il faut que les africains aient un agenda pour l'Afrique. Dans ce sens l'enseignement supérieur et la recherche constituent des facteurs de changement. Il y a cette conscience aigüe du caractère incontournable du savoir dans notre monde d'aujourd'hui et il ne fait plus de doute que l'enseignement supérieur et la recherche sont maintenant considérés comme de véritables leviers pour le développement. L'expérience a montré qu'aucun pays n'a pu se développer en faisant l'économie d'une politique de recherche innovante, hardie et ambitieuse avec des financements substantiels. L'exemple des pays émergents vient confirmer cette leçon apprise de l'histoire. La recherche est donc, de fait, une question centrale dans l'économie mondiale fondée sur le savoir.

En mars 2015, il y a eu à Dakar le Sommet africain sur l'Enseignement supérieur qui avait pour thème « La revitalisation de l'enseignement pour l'avenir de l'Afrique » qui a généré une déclaration et un plan d'action. Ce sommet était co-présidé par Mme Nkosazana Dlamini-Zuma, Présidente de la Commission de l'Union africaine, et M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal. Il s'agit là d'un signal politique très fort à ne pas négliger. Et je voudrais à ce propos rappeler ce que disait le Président Sall : « Le taux d'accès à l'enseignement supérieur n'est que de 7 % en Afrique... Il y a urgence à faciliter cet accès et à renforcer les capacités des universités africaines ». Il a aussi été dit lors de ce sommet que l'Afrique dépense aujourd'hui 1 billion de dollars US pour son Enseignement supérieur alors qu'elle aurait dû en dépenser 50. Ceci est une indication de l'énormité de la tâche, des moyens

financiers que cela nécessite mais surtout de la volonté politique qui est exigée. Plus que la question du capital humain, ce qui est en jeu c'est le futur de ce continent. Le futur est un acte de décision, d'anticipation, de planification. J'ai l'habitude de dire que le futur est le seul temps du Politique, c'est la seule temporalité qui lui donne sens. Même s'il y a des choses à revoir dans l'Agenda 2063, dans les différents plans émergents qu'on trouve un peu partout en Afrique, on peut tout de même prendre acte du fait que les politiques aient pris conscience de la nécessité de voir au-delà d'une génération au moins et de bâtir leurs politiques en fonction de cette logique.

L'autre élément qui me rend optimiste c'est qu'il y a sur ce continent une conscience citoyenne qui montre que les populations ont une exigence de transparence, de qualité, d'efficacité envers les politiques publiques, y compris celles qui concernent l'Enseignement supérieur et la Recherche.

Cela dit, il y a la question des moyens. Les moyens on peut les trouver si on réduit certaines des dépenses de prestiges, si on en finit avec le clientélisme politique qui est budgétivore et improductif sur le plan social, éthique et politique, si on se contente d'institutions nécessaires pour la vitalité de la démocratie, si on met en exergue les valeurs centrées sur l'être et non sur l'avoir, si on a comme priorité absolue le développement de ce continent. On voit bien que tout cela a partie liée aussi avec le leadership et la qualité du leadership.

Ce dont nous avons besoin aujourd'hui c'est la foi en nous, la foi en ce continent. Il est possible de construire le futur sur ce continent et l'Enseignement supérieur et la recherche constituent un des moyens pour le faire. Il faut ouvrir les yeux sur le monde et sur l'Afrique, décrypter dans ce sens ce qui est en train de se dessiner avec la diaspora par exemple et qui fait qu'il nous faut peut-être maintenant parler de circulation et non de fuite des cerveaux. On voit des universitaires africains dans de prestigieuses universités américaines qui aujourd'hui partagent leur temps entre leur pays et leurs pays d'accueil. Ils s'impliquent dans la formation doctorale au niveau de leur pays, jouent sur leur réputation pour attirer de universitaires de renommée mondiale,





avec comme objectif avoué : l'excellence au service de l'Afrique. Je pourrais, entre autres, vous parler de cet originaire du Ghana qui travaillait à Microsoft et qui est rentré pour créer Ashesi University dans son pays d'origine avec comme unique but former des leaders compétents et intègres.

Ce que je veux dire à travers tout cela ? On peut dire qu'il y a un contexte global et local qui impose des contraintes, beaucoup de contraintes mais qui offre aussi des opportunités. L'avenir de notre Enseignement supérieur sera ce que nous en ferons mais il ne faut jamais perdre de vue que nous sommes dans un village global, avec une compétition féroce qui se joue d'abord sur le terrain du savoir et de la connaissance. Il nous faut faire dans l'innovation et savoir adapter nos programmes d'enseignement, notre recherche et nos méthodes d'enseignement aux mutations à l'œuvre au sein du continent et dans le monde. Il nous faut mutualiser nos moyens, miser sur la mobilité et l'organiser. Il nous faut voir le futur que nous voulons pour ce continent et la partition que devra y jouer l'enseignement supérieur et la recherche. Par exemple, le processus de Bologne est incompréhensible et impensable sans la construction de l'Europe.

Pour finir sur ce point tout ceci requiert un leadership politique au service de l'Afrique et non de ses intérêts.

Votre organisation est l'une des premières à mettre en place un institut annuel sur les questions de genre. Quelle est l'originalité du CODESRIA dans le traitement de cette question ?

L'introduction du genre dans l'agenda du CODESRIA a été le fruit d'un combat, celui de brillantes universitaires, féministes, activistes (Fatou Sow, Ayesha Imam, Amina Mama, Zen Tadesse...) qui ont démontré à leurs collègues hommes qu'ils ne pouvaient continuer de faire l'impasse sur le genre et espérer produire une science sociale de qualité, à même de rendre compte des réalités sociales africaines, de la nature patriarcale de nos sociétés, de comment se construisent les relations de genre et comment cela affecte la production de richesses, le développement, la justice sociale, etc. Au début les chercheurs n'étaient pas sensibles à ce type d'exigence scientifique et épistémologique et les propos de Thandika Mkandawire Secrétaire exécutif de l'époque, à l'ouverture du colloque de 1991 sur *l'analyse de genre et les sciences*

sociales en Afrique l'ont bien montré. Mais il a eu aussi à dire, à la fin du colloque, être convaincu qu'il existe bien un corpus de méthodologies, d'approches basées sur l'analyse de genre et que les chercheurs en sciences sociales devaient adopter. Ce colloque a produit un texte fondateur *Engendering social sciences* pour la version initiale en anglais et *Sexe, genre et Société* pour la version française. Un autre résultat important c'est la mise sur pied de l'institut sur le genre qui a servi au début à familiariser les jeunes chercheurs à l'analyse de genre, à la critique féministe. C'est par la suite que l'institut a porté chaque année sur un thème particulier. Les derniers instituts sur le genre que nous avons eu à organiser ont porté sur Genre, fondamentalismes, culture et politique, sur les sexualités africaines, sur le Foncier... Comme je l'ai dit tantôt nous ne sommes pas des consommateurs passifs de savoir, nous voulons nous-mêmes produire un discours capable de rendre compte de nos réalités et ce, en tenant compte du paradigme genre.

Un autre espace d'échanges qui nous permet de réfléchir sur le Genre est le *Gender Symposium* que nous organisons au Caire annuellement avec des chercheurs plus séniors. Cette activité a permis de réfléchir sur plusieurs thématiques : Genre et médias, Genre et changement climatique, Genre et citoyenneté à l'ère de la mondialisation, etc. etc. Cette activité a généré beaucoup d'ouvrages publiés dans la collection *Gender series* du CODESRIA.

Nous essayons de rester à l'écoute du continent, de rester attentifs aux questions majeures qui se posent qui ont un impact sur les relations de genre dans les sociétés africaines. C'est dans ce sens que le Conseil a organisé un atelier de planification pour voir quelles sont les nouvelles directions à assigner au programme genre du CODESRIA, quelles nouvelles orientations pour la recherche, quelles priorités pour la formation 22 ans après *Engendering social sciences* et presque 20 ans après la création de l'Institut sur le Genre.

La recherche c'est aussi cela... savoir être à l'écoute de son temps et de sa société pour pouvoir penser la complexité d'un monde en mutation permanente.

Propos recueillis par
Pape Amadou FALL

